

Communiqué de presse

Budget désastreux 2024-25 : Un reflet de l'oppression économique du système capitaliste ;

﴿وَمَنْ أَعْرَضَ عَن ذِكْرِي فَإِنَّ لَهُ مَعِيشَةً ضَنْكًا وَنَحْشُرُهُ يَوْمَ الْقِيَامَةِ أَعْمَى﴾

**“Et quiconque se détourne de Mon rappel (le Coran) aura certes
une vie misérable, et Nous le ressusciterons aveugle le jour de la
résurrection” [Surah Taha: 124]**

Les politiques économiques capitalistes ont été poursuivies dans le pays sur les conseils des institutions néocoloniales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) pendant des décennies ; par exemple, au nom de la privatisation, le secteur du pétrole, du gaz et de l'électricité est loué à des sociétés capitalistes locales et étrangères, de sorte que le peuple du pays doit acheter ses propres ressources à ces sociétés capitalistes avides et payer des prix élevés, y compris des frais de capacité. Au nom du libre marché, le marché du pays est désormais occupé par des sociétés étrangères, telles que les sociétés multinationales d'opérateurs de téléphonie mobile, qui pillent constamment les poches de la population. Les conditions imposées par le FMI et la Banque mondiale pour supprimer les subventions détruisent l'industrie du sucre de jute et le secteur agricole, ce qui nous rend dépendants des pays étrangers pour les produits de base. Des mégaprojets dépendants de la dette extérieure sont entrepris pour les intérêts économiques et géopolitiques des seules élites dirigeantes, de quelques capitalistes et des colonialistes, dont la charge de la dette est supportée par le peuple. En conséquence, l'économie du pays est actuellement dépendante, fragile et au bord de la faillite. Dans un tel contexte, le budget national 2024-25 a été annoncé en supprimant les subventions et en augmentant la portée des taxes dans le secteur de l'électricité et de l'énergie, conformément aux conseils du FMI. Le gouvernement doit emprunter plus que jamais pour financer le budget 2024-25 [Jugantar, 05 juin 2024]. Le poids de la dette et des impôts sur le peuple, d'une part, et les exonérations fiscales accordées aux groupes corrompus et pilleurs pour blanchir l'argent noir, d'autre part, ont révélé le visage corrompu et contraire à l'éthique du système capitaliste. Hasina a déclaré à propos du blanchiment de l'argent noir : "Si vous voulez attraper des poissons, vous devez les appâter. N'est-ce pas nécessaire ?" [banglanews24, 7 juin 2024]. Le nouveau budget signifie donc une augmentation du fardeau de la dette et des taxes sur le peuple et une augmentation des prix des biens, ce qui fait qu'avant la présentation du budget, le peuple a peur plutôt que d'espérer. Dans cette situation, non seulement les économistes capitalistes ne parviennent pas à fournir des solutions pratiques à la situation critique des habitants du pays, mais ils insistent sur la mise en œuvre stricte des recommandations du FMI, telles que l'élargissement du champ d'application des taxes d'exploitation actuelles afin d'augmenter le rapport entre les impôts et le PIB. Là où le système capitaliste échoue

globalement, ils essaient de lui donner l'impunité en parlant de bonne gouvernance, de démocratie et de responsabilité.

Ô Peuple, même si les visages des classes dirigeantes Awami-BNP ont changé au fil des décennies, la tyrannie exercée sur le peuple n'a pas changé, car le système capitaliste existe toujours. Comment espérer un quelconque bien-être sous ce système, si ce n'est l'oppression économique ! Trop c'est trop ! Ô peuple, cette situation désastreuse ne changera jamais, tant que nous n'aurons pas déraciné de nos esprits la pensée et le système capitalistes impies actuels et que nous ne nous concentrerons pas sur le retour du système du Khilafah (califat) choisi par Allah (swt); ﴿إِنَّ اللَّهَ لَا يُغَيِّرُ مَا بِقَوْمٍ حَتَّىٰ يُغَيِّرُوا مَا بِأَنْفُسِهِمْ﴾ **“Allah ne change pas la situation du peuple tant qu'il n'a pas changé ce qu'il y a en son sein”** [Surah Ar-Ra'd: 11].

Dans le système du Khilafah, l'exploitation fiscale serait abolie, car dans l'Islam, les impôts ne sont pas prélevés sur les revenus et les dépenses des personnes. Le système du Khilafah interdit totalement l'imposition de la TVA sur les achats et les ventes, le commerce et l'import-export des citoyens (musulmans et non-musulmans) ; d'après Uqba Ibn Amir, j'ai entendu le Messenger d'Allah (saw) dire, « **Celui qui impose des taxes n'entrera pas au Paradis** ». Par conséquent, la taxe n'aura aucun effet sur le prix du produit. Dans le système islamique, il est du devoir du Khaleefah d'assurer les besoins fondamentaux de tous, tels que la nourriture, l'habillement et le logement, ainsi que les droits fondamentaux, tels que l'éducation, la santé et la sécurité, dans le cadre du budget. ﴿وَفِي﴾ **“Et qui donnent au mendiant et au pauvre la part qui leur revient de leurs richesses.”** [Surah Al-Ma'arij: 24-25]. Par conséquent, les riches seront taxés si le Bayt al-Mal (Trésor public) n'est pas assez important pour répondre aux besoins fondamentaux des pauvres. Les biens publics tels que le pétrole, le gaz et l'électricité ne peuvent être privatisés. Le Prophète (saw) a dit, « **Tous les hommes sont partenaires de trois choses. Ce sont l'eau, les pâturages verts et le feu.** » Les recettes obtenues grâce à la gestion des biens publics sous l'égide de l'État devraient être utilisées pour le bien-être public. En fait, le budget islamique est entièrement consacré au bien-être public.

Allah (swt) dit, ﴿...فَمَنْ اتَّبَعَ هُدَايَ فَلَا يَضِلُّ وَلَا يَشْقَى﴾ **“...quiconque suit mes conseils ne s'égarera pas [dans ce monde] et ne souffrira pas [dans l'au-delà].”** [Surah Taha: 123].

**Bureau des médias du Hizb ut Tahrir
dans la Wilayah du Bangladesh**